

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 30/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARLO ERBA REAGENTS

Chaussée du Vexin
BP 616
27100 Val-De-Reuil

Références : UBDEO.ERA.25.04.136.SB
Code AIOT : 0005800503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement CARLO ERBA REAGENTS implanté Parc d'activités des Portes Chaussée du Vexin 27100 Val-de-Reuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025 de l'inspection des installations classées relative aux restrictions des substances PFAS dans les mousses anti-incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARLO ERBA REAGENTS
- Parc d'activités des Portes Chaussée du Vexin 27100 Val-de-Reuil

- Code AIOT : 0005800503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CARLO ERBA REAGENTS est fournisseur d'équipements et produits de laboratoire. Sur le site de Val-de-Reuil, sont conditionnés et mélangés divers liquides inflammables.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PFAS - vérification compatibilité nouvel émulseur	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.-VI	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit faire analyser la qualité des émulseurs détenus sur site depuis 2011 pour confirmer l'absence de substances PFAS. Il présentera à l'inspection, dans les meilleurs délais, les résultats de cette analyse associés, le cas échéant, à un plan d'actions de remplacement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PFAS - vérification compatibilité nouvel émulseur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.-VI
Thème(s) : Risques chroniques, émulseurs
Prescription contrôlée : Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis à l'article VI-I du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu à l'article VI-I du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies aux articles VI-4 et VI-5 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point IX du présent article.
Constats : L'exploitant a présenté un inventaire à jour de ses émulseurs, leur localisation, le numéro de RIA associé (hors réserves), la référence du lot, leur date de péremption, leur quantité, leur dernière date de remplacement, leur conformité, l'estimation du coût de remplacement et les analyses de 2021 liées à leurs efficacité. L'exploitant dispose de 4 200 L d'émulseurs (réserve de 3 000 L en W03, une de 1 000 L en Q01 et 60 bidons de 20 L) associés aux RIA en L01/02, E01, F01/02/03, J04, SELS01/01bis/02/03. L'exploitant indique que ces émulseurs sont des émulseurs synthétiques polyvalent sans fluor

(gamme Ecopol de la société Bioex) sans pouvoir assurer que c'est bien le cas pour tous ses émulseurs car il ne dispose pas de l'intégralité des factures d'achat et plusieurs étiquettes de bidons / cuves sont effacées / abîmées.

De plus, il apparaît que la majorité des émulseurs aurait pu être changée en 2021 (date de péremption théorique de leur efficacité). Néanmoins, l'exploitant indique qu'une analyse a été réalisée en 2021 et montre la conformité des émulseurs. Cependant, cette analyse n'a pas été renouvelée en 2022, 2023 et 2024.

De fait, l'exploitant a commandé des analyses de l'ensemble de ses émulseurs à son prestataire afin de s'assurer de la conformité ou non des émulseurs, de leurs caractéristiques (notamment la viscosité) et de la présence ou non de substances PFAS (issues des émulseurs actuels ou d'une pollution historique résiduelle dans les contenants de par la persistance des substances PFAS). La venue sur site du prestataire est prévue pour le 23 avril 2025.

L'exploitant indique que ses extincteurs ne contiennent pas de substances PFAS. Il a remis le rapport de la vérification du matériel de lutte incendie réalisée les 03 et 04 décembre 2024 par son prestataire.

(L'exploitant indique également que le site de Heudebouville n'utilise pas de substances PFAS dans ses extincteurs et émulseurs.)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de tenir informée l'inspection des résultats de l'analyse de son prestataire dans les meilleurs délais. Si une présence de substances PFAS non autorisées est détectée, l'exploitant est tenu de proposer un plan d'actions visant à substituer ses émulseurs en prenant en compte le changement de viscosité des émulseurs et leur impact. De ce fait, il mènera ce plan d'actions :

- en réalisant une étude exhaustive de l'impact de cette modification sur les performances de la défense contre l'incendie ;
- en s'assurant de la formation du personnel sur la mise en œuvre des moyens de défense incendie avec prise en compte des évolutions éventuelles dues à ce changement ;
- en s'assurant des conditions de maintien de la performance de la défense incendie avec ces changements ;
- en s'assurant de la bonne adéquation du plan de formation des opérateurs vis-à-vis des mesures compensatoires mises en œuvre pendant la phase de travaux ;
- en assurant le maintien du caractère opérationnel du POI / PDI pendant la phase de travaux.

L'inspection recommande à l'exploitant de mener également ce plan dans le cas d'une détection de substances PFAS encore autorisées.

Dans tous les cas, l'exploitant est tenu de disposer des fiches de données de sécurité (FDS) de ses émulseurs et d'un POI à jour sur ce sujet.

Enfin, l'inspection recommande à l'exploitant de faire réaliser des analyses selon la méthode *TOP Assay*.

Type de suites proposées : Sans suite